



François Ruffin  
15 Décembre 2017

## Sauver la planète



Ce mardi, j'assistais au "One Planet Summit", voulu par Emmanuel Macron à Paris, et je vais essayer d'être sérieux, analytique, impartial, parce que c'est le truc qui m'inquiète le plus pour mes gamins : que l'air devienne irrespirable, l'eau imbuvable, la terre pourrie, etc.

Donc, bon :

Donald Trump prend des décisions tellement connes que, forcément, à côté de lui, c'est pas difficile de paraître intelligent.

Quant à l'environnement, le président américain est tellement ignare, nuisible, régressif, que du coup, en comparaison, on passe aisément pour un écolo.

Emmanuel Macron joue donc sur du velours.

Et on préfère, disons-le, qu'il ait tenu ce "One planet summit" plutôt que rien.

Même si ça n'est pas très loin de rien.

*"Finance is the enemy', I even heard states saying that."*

C'est ainsi que, le matin, l'animatrice (journaliste pour chaîne boursière Bloomberg) a ouvert les débats. Et elle les a clos sur un *"Is finance the enemy? No, it's not."*

Entre temps, on nous avait délivré trois heures de *"la finance n'est pas le problème, elle fait partie de la solution"*. *"La transition écologique crée des opportunités pour la finance"*. *"Avec confiance, nous pourrions avoir une finance au service du climat"*. Et Bruno Le Maire avait plaidé : *"Finance is not the enemy, finance is the key."*

Qui s'agissait-il vraiment de sauver ? La planète ? Ou la finance ? Ou du moins sa réputation ?

Les PDG (de Alstom, Engie, HSBC, Plastic Omnium, etc.) ont défilé, pour expliquer combien un monde merveilleux se "réinventait", combien tout irait mieux avec *"un cadre motivant et non castrateur"*, combien il suffirait de *"libérer les énergies"*.

Malgré tout, avec audace, la présentatrice a osé la question qui fâche:

*"Vous arrive-t-il de rencontrer des entreprises qui sont un petit peu réticentes ?"*

Avec un tel scepticisme, on frôlait la dissidence.

Après tout, pourquoi pas.

Je veux bien espérer, moi, il faut tout espérer. Mais je n'ai pas compris comment, pourquoi, cette finance qui depuis un siècle, voire des siècles, pollue terres air mers, et écrase les hommes, sans vergogne, sans complexe, tant que ça peut lui rapporter, comment pourquoi cette finance s'interdirait désormais de polluer terre air et mers, et d'écraser les hommes, s'il y a du profit à la clé ?

Je ne suis pas de mauvaise volonté.

J'étais prêt à croire.

Mais je n'ai pas perçu un début d'esquisse d'embryon de réponse à cette interrogation : *"Notre intérêt rejoint notre vertu"*, annonce un PDG. Mais comment donc ? Par quel miracle ? Rien n'est dit. Du coup, en mon esprit, plus qu'un doute demeure : cette conversion, ici proclamée avec force discours, est-elle sincère ? Se traduit-elle par des actes ?

Cette finance fut courtisée durant la journée, et je dirais qu'elle l'est toute l'année. On la loue. On lui fait la danse du ventre. Mais est-ce par le charme, par les mots doux, par les gestes tendres, qu'on va sortir la finance de ses ornières ? La guider vers des investissements écologiquement, socialement responsables ? Est-ce avec un politique qui se fait vassal d'une finance seigneur ? Est-ce ainsi, vraiment, par la supplique, par les courbettes, qu'elle cessera de courir vers la rentabilité maximale, à plus court terme, nous menant vers l'abîme ?

Le dicton fut rappelé mardi : *"L'argent est un mauvais maître, mais un bon serviteur."* Tout indique, pourtant, que cet argent reste le maître.

Et il fallait entendre le contraste entre les financiers, satisfaits d'eux-mêmes,

*"nous consacrons d'ores et déjà 2 % de notre chiffre d'affaires au green business !", youkaïdi youkaïda, et la gravité des chefs d'Etat.*

A commencer par les Américains, les meilleurs ce jour-là, notamment le gouverneur de Californie, Jerry Brown (je traduis) :

*"Le monde est sur le chemin de l'enfer... Le temps presse... Nous menons un incroyable assaut contre la mère Nature... La menace est existentielle..."*

Anne Hidalgo, à son tour, tonna contre

*"les défenseurs du monde d'hier, les destructeurs du monde d'aujourd'hui et, sans doute, les fossoyeurs du monde de demain".*

Elle déclara que,

*"demain, la fraîcheur vaudra de l'or. Demain, l'ombre vaudra de l'or. Demain, l'air pur vaudra de l'or".*

Mais à certaines oreilles, cette promesse d'or a sans doute résonné comme une bonne nouvelle...

Même Macron se montra lucide sur le constat :

*"On est en train de perdre la bataille. On est à 3°, 3,5°, ça n'a rien à voir avec tout ce à quoi on s'est engagés."*

Soit.

Soit.

Mais tout ça pour quoi ?

A l'arrivée, entre quelles mains notre président place-t-il notre destin commun ?

*"Les fonds souverains, les banques, les assurances, les philanthropes, à même de financer le changement".*

Puis, il se reprend, comme s'il les avait oubliées,

*"les ONG, la société civile", en toute queue de peloton.*

Tout ce cérémonial pour, au bout, faire un chèque de 1,5 milliard sur cinq ans.

La flat tax, à elle seule, coûte autant chaque année.

La suppression de l'Impôt Sur la Fortune pour les actionnaires, 5 milliards.

Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi, plus de 20 milliards.

C'est dire, en un chiffre, la tragique dérision.

C'est dire combien l'écologie n'est pas, par nos dirigeants, prise au sérieux.

Et voilà, je crois, la question décisive qui, dans notre vie politique, devrait fonder le clivage majeur: qui, face à la catastrophe environnemental en cours, qui croit à la main invisible du marché? Qui croit à l'allocation spontanée des ressources ? Qui, a contrario, parie sur une planification écologique ? Sur une finance, certes, mais encadrée, orientée, contrainte, incitée, sanctionnée ?

C'est ce choix qui, dans nos médias, tous les jours devrait faire débat.